

Nouvelles locales du mardi 24 février 2015

@rib News, 24/02/2015 ĩ Politique - Une commission mise en place par Jacques Bigirimana et Rwaswa Agathon [Photo de gauche Ā droite] pour Ātudier les contours de la rĀconciliation et de la rĀunification du FNL vient de sortir son rapport. En effet, composĀe de 17 personnes en raison de 8 du cĀ tĀ de Jacques et 9 du cĀ tĀ de Rwaswa, elle a dĀcidĀ que le prĀsident du parti soit Rwaswa Agathon et que son vice soit Jacques Bigirimana. Les deux devraient se consulter pour complĀter le comitĀ et convoquer ce dimanche 1er mars, une rĀunion en assemblĀe gĀnĀrale qui devrait statuer sur ces nouveaux organes et se prononcer sur le candidat de ce parti aux Ālections de 2015.

Le secrĀtaire gĀnĀral du FNL du cĀ tĀ de Jacques Bigirimana qui dirigeait cette commission a affirmĀ que ces conclusions sont issues dĀun consensus entre tous les 17 membres de cette commission et quĀelles engagent les deux responsables de ce parti (Rwaswa et Bigirimana). Emmanuel Miburo annonce Āgalement que celui qui sĀopposera Ā ces mesures saura par la suite oĀ se diriger et sera considĀrĀ comme un ennemi du parti et de sa rĀunification et sera traitĀ en consĀquence. Il estime que la commission est souveraine Ātant donnĀ quĀelle a ĀtĀ nommĀe par les deux protagonistes. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa/rtnb] - Le prĀsident du FNL reconnu par le ministĀre de lĀintĀrieur fait savoir quĀEmmanuel Miburo nĀma plus la qualitĀ de faire de telles dĀclarations puisquĀil a dĀjĀ ĀtĀ suspendu par ce parti depuis ce lundi. Jacques Bigirimana prĀcise que son secrĀtaire gĀnĀral a ĀtĀ reconnu coupable de fautes graves et de trahison du parti FNL. Admettant que les nĀgociations continuent pour aboutir Ā la rĀunification effective de ce parti, il fustige toutefois le fait quĀelles aient dĀjĀ abouti Ā un tel compromis. Selon lui, les conclusions des rencontres nĀont pas ĀtĀ sanctionnĀes par des procĀs-verbaux et les responsables (lui et Rwaswa) nĀont pas contresignĀ ces conclusions, et cela montre Ā suffisance quĀil sĀagit dĀune initiative personnelle dĀEmmanuel Miburo. Le patron reconnu par le ministĀre de lĀintĀrieur prĀcise quĀil peut devenir vice-prĀsident de ce parti ou mĀme un simple sĀil sĀavĀre nĀcessaire dans lĀintĀrĀt du parti. Il demande que les Banamarimwe restent calmes et leur annonce procĀdure de rĀunification continue. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa/rtnb] - De son cĀ tĀ, le secrĀtaire gĀnĀral du FNL estime que Jacques Bigirimana nĀma pas la prĀrogative de le destituer de ses fonctions. Emmanuel Miburo affirme que comme Jacques Bigirimana, il a ĀtĀ Ālu par lĀassemblĀe gĀnĀrale et que cĀest bien elle qui est habilitĀe Ā annoncer que Jacques Bigirimana nĀma mĀme pas le droit de se dĀsister au vu des conclusions de cette commission mĀme si elles ne lui sont pas favorables. Il ajoute par ailleurs que cĀest bien lui qui les a envoyĀs et quĀils lui donnaient chaque jour le rapport des activitĀs. Selon lui, cĀest lĀintĀrĀt du FNL qui est en jeu et non lĀintĀrĀt personnel donc que Jacques Bigirimana doit accepter la dĀcision de cette commission afin de ne pas se retrouver considĀrĀ comme ennemi du parti et de la rĀconciliation et par la suite ĀcartĀ de ce parti par les Banamarimwe.

[rtr/isanganiro/bonesha/rpa] - Le prĀsident du FNL indĀpendant trouve que la dĀcision consensuelle de la commission de dialogue est salubre puisquĀelle sauvegarde tout le moins les intĀrĀts du parti FNL. Rwaswa Agathon voit que ceux qui sont contre cette dĀcision ne sont pas les amis du parti et leur conseille de se choisir un autre parti de leur choix qui leur va bien ou de choisir la rĀunification du parti et de laisser le processus continuer. Il fait savoir que le choix est libre et personnel et que lĀessentiel est que ceux qui veulent la rĀunification sont lĀ malgrĀ les actions contraires de ceux qui ne le veulent pas. Il interprĀte lĀattitude de Jacques Bigirimana comme un sabotage visant Ā dĀstabiliser la coalition RANAC dont fait parti le FNL indĀpendant. Il affirme que ce dernier a mĀme dĀjĀ entamĀ dĀapprocher les dirigeants de cette coalition afin quĀils Ācartent Rwaswa Agathon. Il estime pourtant que la vĀritĀ finira toujours par triompher.

[rtr/isanganiro/bonesha/rpa] ĩ SĀcuritĀ - Le sĀnat burundais a adoptĀ lĀavant midi de ce mardi le remplaĀant du gĀnĀral Godefroid Niyombare Ā la tĀte du service national des renseignements burundais. Il sĀagit du gĀnĀral Etienne Ntakirutimana dit Steve. Un Hutu, originaire de la commune Bukinyanya de la province Cibitoke, il est ĀgĀ de 43 ans et est mariĀ. AprĀs quĀil ait dĀsertĀ lĀUniversitĀ du Burundi suite Ā la crise, il fut combattant respectivement du PALIPEHUTU FNL et du CNDD-FDD avant dĀintĀgrer les forces de dĀfense et de sĀcuritĀ aprĀs les accords de ce le-feu. Il a occupĀ diffĀrentes fonctions surtout au sein de lĀarmĀe oĀ1 il travaillait jusquĀaujourdĀhui comme cĀ lĀĀtat-major gĀnĀral des forces armĀes. Il est rĀputĀ Ātre proche du prĀsident Nkurunziza. Les sĀnateurs demandĀ de travailler sĀrieusement pour redorer lĀimage de ce service qui a ĀtĀ ternie par ses prĀdĀcesseurs. Il a aussi demandĀ Ā ce quĀil travaille pour le compte du pays et plus particuliĀrement de ce service dont il sera chargĀ au lieu de travailler pour le compte dĀune seule personne ou dĀun groupe de personnes. Cette candidature a ainsi ĀtĀ adoptĀe Ā lĀunanimitĀ par la chambre haute du Parlement burundais. [rtnb/rtr/isanganiro/bonesha/rpa] - Le porte-parole du service national des renseignements admet quĀil y a eu une correspondance adressĀe par ce service au prĀsident de la RĀpublique avant la destitution du gĀnĀral Godefroid Niyombare. TĀiĀsphore Bigirimana ne reconnaĀt toutefois le contenu de la correspondance diffusĀe les diffĀrents milieux du pays comme la presse. Il trouve que la copie de la correspondance dont dispose les journaux nĀest pas conforme Ā celle que ce service a adressĀe au prĀsident de la RĀpublique. Il affirme que cette correspondance nĀavait pas pour but de demander Ā Pierre Nkurunziza de ne pas briguer un troisiĀme mandat Ā la tĀte du pays. Il assure Āgalement que cette correspondance nĀest quĀun rapport comme les autres que ce service adresse Ā la prĀsidence de la RĀpublique. Il assure aussi que la destitution de Niyombare ne doit pas avoir pour origine cette correspondance. Selon lui, le prĀsident de la RĀpublique destitue et nomme qui il veut, quand il veut et dans un poste quĀil veut et cela est dans ses attributions constitutionnelles.

[rtnb/isanganiro/bonesha/rtr/rpa] ĩ Justice - Les organisations de la sociĀtĀ civile burundaise ainsi que les organisations des professionnelles des journalistes ont dĀcidĀ ce mardi de poursuivre lĀobservation du mardi vert. Selon ces organisations, le mouvement va continuer jusquĀ ce que la justice soit faite pour les trois sĀurs tuĀes sauvagement Kamenge en septembre dernier. De plus, selon MaĀtre Arnel Niyongere, le fait que Bob Rugurika ne peut pas franchir les frontiĀres du pays est perĀsu comme sĀil Ātait encore en prison. Il estime aussi que le fait que Pierre Claver Mbonimpa ne peut pas franchir les limites de la ville de Bujumbura montre bien quĀil est lui aussi encore en prison. Ainsi, ils estiment quĀils vont continuer Ā lutter pour que ces diffĀrentes situations soient levĀes par ceux qui en ont la

compétence dans l'intérêt de la justice. Il voit que lors que les vrais assassins ne sont pas sanctionnés pour leurs fait nombre de victimes continue de gonfler. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Le principal accusé dans l'affaire d'assassinat des trois religieuses de la paroisse Kamenge vient de passer sa première nuit au centre neuropsychiatrique de Kamenge dit "Chez Le Gentil" pour des raisons médicales. Selon le directeur de ce centre qui est allé lui-même le prendre ce lundi à la prison centrale de Mpimba, cela fait suite à la demande du procureur de la République en mairie de Bujumbura qui avait écrit une correspondance lui demandant de faire une expertise médicale sur ce suspect. Frère Hypolyte Manirakiza précise que Christian Claude Butoyi va subir des examens pour connaître son état de santé et cela doit se faire alors qu'il est hébergé au même centre pour qu'il soit suivi de près. Il admet toutefois qu'À sa situation psychique et psychologique, son état de santé mentale laisse persister des doutes. Il demande d'attendre pour que les médecins de ce centre produisent leur rapport qui peut être attendu dans un mois. Il assure qu'ils vont faire leur travail puisqu'ils en ont les moyens et le savoir-faire. Selon des informations en provenance de ce centre, le suspect pense qu'il est à cet endroit pour avoir volé un téléphone portable. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa/rtnb] - Les avocats de défense dans ce dossier saluent une telle mesure de faire un examen médical sur la personne de Christian Claude Butoyi. Selon Maître Ildephonse Congera, ils ne peuvent que pousser un ouf de soulagement après qu'ils l'aient demandé à maintes reprises mais en vain. Mais, il trouve qu'il y a lieu de douter sur les résultats de cette expertise médicale. Selon lui, une telle mesure est ordonnée par le directeur général de la santé publique après une correspondance lui adressée par le procureur. Il estime que c'est l'autorité sanitaire saisie qui nomme une commission composée de trois médecins qui doivent faire cette expertise d'une manière collégiale. Ainsi, il doute de la crédibilité d'un rapport médical qui sera établi par un seul médecin et affirme qu'ils n'attendent pas grand chose de cette [rtr/isanganiro/bonesha/rpa] - L'APRODH trouve que l'incarcération de Christian Claude Butoyi est un moyen de causer la vérité sur l'assassinat des trois religieuses de la paroisse Kamenge en septembre dernier. Le président de cette organisation de la société civile burundaise affirme qu'il y a une personne qui, au lendemain du triple meurtre, a été attrapée avec un téléphone de l'une des victimes ainsi que la clé de la maison dans laquelle elles vivaient, mais qui en liberté et vaque normalement à ses activités. Il ajoute que cette clé a été testée et qu'elle a ouvert la maison celle que possédait Christian Claude Butoyi n'a pas pu ouvrir la porte puisqu'elle était fautive. Pierre Claver Mbonirukwe peut donc que cette personne soit kidnappée ou tuée pour faire disparaître les preuves de ce carnage. Il demande la prise en considération de tous les éléments pouvant conduire aux vrais assassins et de protéger les indices des faits. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa] - L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) s'insurge contre le projet du gouvernement burundais de céder la place où se trouvait l'ancien marché central de Bujumbura à une société de droit chinois. Le président de cette association de la société burundaise précise que la période d'exploitation de cette place est de 50 ans et que même ceux qui possèdent des places autour de cette place devraient déguerpir. Gabriel Rufyiri trouve qu'il s'agit d'un sale projet qui cache pas d'irrégularités et qui est préparé en cachette sans consulter la population qui est en le premier bénéficiaire. Il trouve ailleurs que ce projet inscrit dans le cadre des autres qui sont initiés pour que les dirigeants actuels qui sont en partance aient de l'argent pour mettre dans leurs poches avant de partir. Il estime par ailleurs que l'assemblée nationale devrait être dissoute puis qu'elle ne fait rien pour contrôler ces agissements du pouvoir qui risque de vendre tout le pays au profit d'un groupuscule de personnes. Ces autres dossiers sont entre autre la prospection des hydrocarbures et de minerais qui vient d'être accordée à des sociétés chinoises par décret présidentiel. Il s'attarde par ailleurs sur l'hégémonie des sociétés chinoises sur les autres et y sent une odeur de malversation économique. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]